

Quand l'histoire noire se célèbre loin de sa terre fondatrice

Chaque année, au mois de février, plusieurs pays, comme le Canada et les États-Unis, soulignent le Mois de l'histoire des Noirs. Cette commémoration trouve son origine aux États-Unis en 1926 lorsqu'un historien afro-américain lança une semaine consacrée à l'histoire noire afin de lutter contre son effacement dans l'éducation.

Cette célébration s'est étendue officiellement sur un mois en 1976 sous la présidence de Gerald Ford aux États-Unis. Elle sera par la suite reconnue officiellement par le gouvernement fédéral du Canada en 1996, bien après la motion adoptée à l'unanimité à la Chambre des Communes en 1995 de la députée Jean Augustine, première femme noire élue au Parlement canadien.

Cette initiative est aujourd'hui marquée par des conférences, des expositions, la mise à l'honneur de figures marquantes et la célébration de récits de réussite. Ce moment se veut une reconnaissance des luttes et des contributions des communautés noires à la construction de sociétés modernes longtemps bâties sans elles — et parfois contre elles. Pourtant, pendant que ces commémorations se déploient à grand renfort de discours et de symboles, une question s'impose avec une force troublante : que se passe-t-il dans la première république noire du monde ?

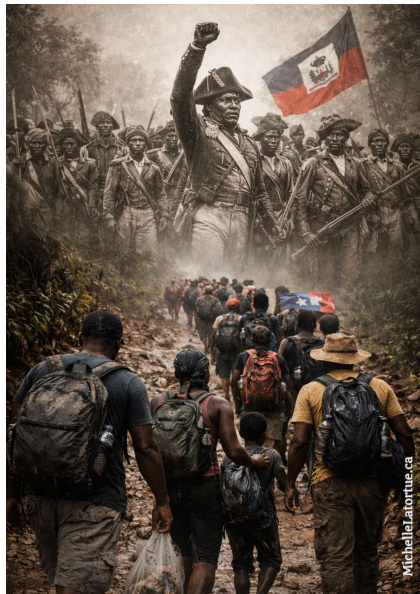
Haïti, terre de la seule révolution d'esclaves victorieuse de l'histoire moderne, traverse aujourd'hui l'une des crises les plus graves de son existence. Instabilité politique chronique, insécurité généralisée, pauvreté extrême, institutions fragilisées, et désormais la menace récurrente d'interventions étrangères soutenues par les plus grandes puissances militaires du monde. Le contraste est saisissant. Tandis qu'on célèbre la dignité noire ailleurs, la nation qui en incarna l'audace fondatrice semble abandonnée à son sort. Cette juxtaposition soulève une interrogation profonde : quelle est, au fond, la véritable place des Noirs dans l'ordre mondial contemporain ?

Si l'histoire noire mérite un mois de reconnaissance, c'est précisément parce qu'elle fut longtemps effacée, marginalisée ou déformée. Les luttes pour la liberté, la dignité et l'égalité ont été arrachées de haute lutte, souvent au prix de vies humaines innombrables. Le Mois des Noirs représente donc une conquête symbolique, le fruit de combats pour la visibilité et la justice.

Il serait injuste de minimiser cette avancée. Elle permet d'ouvrir des espaces de dialogue, d'éducation et de fierté collective. Elle met en lumière des parcours de réussite, d'innovation, de résistance et de contribution sociale qui ont façonné les sociétés modernes. Elle rappelle aux générations nouvelles qu'elles s'inscrivent dans une histoire de courage et de persévérance. Mais cette reconnaissance soulève aussi un paradoxe inconfortable : pourquoi faut-il un mois spécifique pour rappeler l'humanité pleine et entière de peuples qui devraient être naturellement intégrés à l'histoire universelle ?

L'existence même d'un Mois des Noirs témoigne encore des difficultés persistantes d'intégration, d'égalité et de reconnaissance dans de nombreuses sociétés. Elle révèle que la présence noire reste perçue, dans bien des contextes, comme une exception à souligner plutôt qu'une composante naturelle du tissu social.

Pour les Haïtiens d'aujourd'hui, cette réalité prend une dimension encore plus douloureuse. Chassés par la crise, l'insécurité et l'absence de perspectives économiques, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont contraints de quitter leur pays pour chercher refuge ailleurs. Ils deviennent migrants, réfugiés, demandeurs d'asile — souvent au péril de



Au risque de leur vie, des Haïtiens marchent vers une terre où liberté et dignité redeviennent possibles. PNG

leur vie. Sur les routes de l'Amérique du Sud, dans les jungles, les déserts, les camps de fortune, puis dans les grandes villes du Nord, ils portent avec eux non seulement leurs valises, mais aussi le poids d'une histoire collective brisée.

Ces Noirs haïtiens, héritiers d'une nation née de la lutte contre l'esclavage, se retrouvent aujourd'hui à mendier le droit de vivre en sécurité sur des terres étrangères. L'ironie historique est cruelle.

Comment ne pas s'interroger, alors, sur la portée réelle des célébrations du Mois des Noirs lorsque, dans le même temps, l'un des peuples noirs les plus symboliques de l'histoire moderne est plongé dans une détresse profonde, souvent ignorée par la communauté internationale ?

Cela ne signifie pas, pour autant, que ces commémorations sont inutiles. Au contraire, elles sont nécessaires. Elles rappellent les combats passés et nourrissent l'espoir de sociétés plus justes. Mais elles ne devraient pas se limiter à des vitrines de succès individuels ou à des hommages ponctuels. Elles devraient aussi inviter à une réflexion collective sur les inégalités persistantes, les responsabilités historiques et les solidarités à construire.

Célébrer l'histoire des Noirs sans s'interroger sur le sort actuel de peuples noirs en difficulté, c'est risquer de transformer la mémoire en simple rituel symbolique. La véritable reconnaissance ne se mesure pas seulement en discours, en festivals ou en expositions, mais dans la capacité des sociétés à offrir dignité, sécurité et opportunités à tous, sans distinction d'origine ou de couleur.

Haïti, malgré ses blessures profondes, demeure un symbole universel de liberté et de résistance. Son peuple,



Pour La Voix du Port
Indran Amirthanayagam
Animateur de la Chaîne de la poésie
en Youtube <https://youtube.com/user/indranam>

Affirmation

Vers la fin du voyage
je commence à penser
à la vie en Amérique,

mon ancienne et nouvelle
résidence, plutôt que revenir
ici à l'île de l'enfance.

Ceci n'est pas une fin,
ni un autre début, corps
et esprit renouvelés,

prêts pour la prochaine
courbe, rue sans issue,
mur de peur et de violence.

Détruis-le. Ne laisse personne
te dire encore Non. Tu peux
voler partout. Tu peux aller

à la gym pour éliminer
la graisse accumulée,
Aimer de nouveau encore, toujours.

Indran Amirthanayagam dr) le 5 février, 2026

aujourd'hui dispersé aux quatre coins du monde, continue de porter cette mémoire dans ses pas, ses luttes quotidiennes et son désir de vivre dignement.

Le Mois des Noirs devrait être aussi un moment pour se souvenir de cette responsabilité collective : celle de ne pas laisser tomber ceux dont l'histoire a ouvert la voie à tant de libertés modernes.

Apprécions les efforts de toutes celles et de tous ceux qui ont lutté pour faire reconnaître l'histoire noire. Saluons les réussites et les avancées visibles dans plusieurs sociétés ; mais n'oublions pas que la vraie valeur de cette commémoration se mesurera le jour où aucun peuple noir ne sera contraint de fuir sa terre pour survivre. Car la dignité ne devrait pas être célébrée un mois par an. Elle devrait être vécue, protégée et garantie chaque jour.

Michelle Latortue

États-Unis : des élus lancent une procédure parlementaire pour prolonger le TPS des Haïtiens...

WASHINGTON, mercredi 4 février 2026
(RHINEWS)-

Les députés démocrates Ayanna Pressley et Maxwell Alejandro Frost ont annoncé le lancement d'une procédure parlementaire visant à forcer un vote à la Chambre des représentants pour prolonger le statut de protection temporaire (Temporary Protected Status, TPS) accordé aux ressortissants haïtiens vivant aux États-Unis et menacé de non-renouvellement sous l'administration Trump.

« Je représente la troisième plus grande diaspora haïtienne du pays et je suis profondément reconnaissante des contributions de mes voisins haïtiens à la vie civique, à la culture et à notre économie », a déclaré Ayanna Pressley, également co-présidente du House Haiti Caucus. « Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour nous assurer qu'ils puissent rester ici, car ils sont déjà chez eux. »

La parlementaire a rappelé que la fin du TPS exposerait des dizaines de milliers de personnes à une expulsion vers un pays en proie à une grave crise sécuritaire et politique. « Les forcer à retourner en Haïti, après parfois quinze ans ou plus passés ici, dans un contexte de violences extrêmes et d'instabilité politique, serait tout simplement dévastateur — ce serait presque une condamnation à mort », a-t-elle affirmé.

Les deux élus ont indiqué avoir introduit une « discharge petition », une procédure parlementaire



permettant, une fois 218 signatures réunies, d'imposer l'examen d'un texte par l'ensemble de la Chambre. « Dès que nous atteindrons 218 signatures, cela forcera un vote en séance plénière pour étendre le TPS à nos voisins haïtiens », a précisé Ayanna Pressley, soulignant le caractère bipartisan

de l'initiative. « Cela ne devrait pas être une question partisane. »

Maxwell Alejandro Frost s'est félicité d'une décision judiciaire rendue la veille. « Un juge a bloqué la décision de Kristi Noem visant à retirer le TPS aux Haïtiens aux États-Unis », a-t-il déclaré. « C'est une décision temporaire, mais elle est cruciale, car elle nous donne du temps pour continuer le combat et obtenir les signatures nécessaires à cette procédure. »

Le député de Floride, qui représente également une importante communauté haïtienne, a insisté sur la gravité de la situation en Haïti. « Ce qui se passe en Haïti est unique au monde aujourd'hui : une violence extrême et une catastrophe humanitaire. Notre pays doit faire davantage pour le peuple haïtien », a-t-il affirmé. « L'une des choses que nous pouvons faire, c'est garantir que les centaines de milliers d'Haïtiens venus chercher refuge ici puissent continuer à bénéficier du TPS. »

Les deux élus ont assuré qu'ils poursuivraient leurs efforts, en coordination avec le Haiti Task Force au Congrès, afin d'obtenir une prolongation durable du statut de protection temporaire pour les ressortissants haïtiens installés aux États-Unis.